

ENQUÊTE PUBLIQUE

relative à la révision de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), et à la création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)

COMMUNE DE NIORT (Deux-Sèvres)



**CONCLUSIONS
DU
COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Conclusions motivées du commissaire enquêteur après l'enquête publique qui a eu lieu du 12 octobre au 16 novembre 2015, relative à la révision de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), et à la création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), commune de Niort.

Ces conclusions motivées portent sur trois éléments :

- 1. la légalité de l'enquête et son organisation,**
- 2. le contenu du dossier présenté à l'enquête,**
- 3. l'analyse des observations et des éléments de réponse du maître d'ouvrage.**

1 . La légalité de l'enquête et son organisation.

La loi du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « loi Grenelle II », a créé un nouveau périmètre de protection du patrimoine se substituant aux ZPPAUP : les Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP). Cette loi précise que les ZPPAUP mises en place avant son entrée continuent à produire leurs effets de droit jusqu'à ce que s'y substituent les AVAP et ce, au plus tard dans un délai de 5 ans.

Ainsi que je l'indique dans mon rapport, au sujet du fondement juridique de la procédure, c'est pour répondre aux exigences de la loi Grenelle II, d'une part, et, d'autre part, afin de réaliser cette révision en même temps que celle du PLU prescrite le 31 janvier 2011 et ainsi conserver la cohérence entre les deux documents, que le Conseil Municipal de Niort a décidé de mettre à l'étude la révision de la ZPPAUP pour aboutir à la création d'une AVAP.

L'enquête a été prescrite par un arrêté du Maire de Niort, pris le 15 septembre 2015. Cet arrêté précise l'objet de l'enquête, les dates de début, soit le lundi 12 octobre 2015, et de fin d'enquête, soit le lundi 16 novembre 2015, le nom du commissaire enquêteur titulaire et de son suppléant, désignés par décision du Président du Tribunal administratif, et les jours et heures de la présence du titulaire à la mairie pour recevoir le public et ses observations éventuelles.

Cet arrêté indique également que les observations peuvent être déposées sur un registre d'enquête ouvert à cet effet ou adressées à la mairie de Niort, par voie postale ou électronique, à l'attention du commissaire enquêteur.

Conformément aux prescriptions réglementaires, l'avis d'enquête comportant les indications précitées, a été publié dans les annonces légales de deux journaux locaux – la Nouvelle République et le Courrier de l'Ouest, une première fois le 22 septembre 2015, soit quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et une seconde fois le 13 octobre 2015, soit dans les huit premiers jours de l'enquête.

Il a été affiché à la porte de la mairie, ainsi qu'aux lieux habituels d'affichage municipal, comme en attestent les certificats signés par le maire.

Une publicité supplémentaire a été donnée sur cette enquête par un article paru dans le magazine municipal d'informations « Vivre à Niort », édition d'octobre 2015. Ce magazine étant distribué dans les boîtes aux lettres des Niortais, et également accessible sur le site d'information internet de

la Ville, la majorité des citoyens a eu ainsi la possibilité d'être informé de l'organisation de cette enquête.

En qualité de commissaire enquêteur, je me suis tenu à la disposition du public, à six reprises, aux jours et heures prévus dans l'arrêté et le registre d'enquête a été mis à la disposition du public durant toute la durée de l'enquête.

Ainsi le lancement de l'enquête, sur la base de l'arrêté municipal dont le contenu respecte en tous points les dispositions législatives et réglementaires en la matière, est tout à fait légale. Je considère que l'organisation et le déroulement de l'enquête, tant par la publicité qui en a été faite que par sa tenue ne donnent donc lieu également à aucune contestation au plan de la légalité.

2 - Le contenu du dossier présenté à l'enquête.

Pour mémoire, ce dossier comportait :

O – Documents de présentation du projet AVAP :

- 1 – le rapport de présentation des objectifs de l'aire, de 39 pages
- 1bis - le diagnostic, de 210 pages
- 2 – les documents graphiques, au nombre de huit.
- 3 – le règlement, de 94 pages.

A - Copie des courriers envoyés aux personnes publiques associées (PPA)

B – Les avis reçus des PPA : Chambre de commerce et d'industrie, chambre d'agriculture, Parc naturel régional, Communauté d'Agglomération du Niortais, commune d'Echiré, commune de Sciecq, commune de Saint-Rémy, Commission régionale du patrimoine et des sites.

C – Les pièces administratives :

- demande de désignation du commissaire enquêteur, du 4 juin 2015
- décision du Tribunal Administratif du 16 juin 2015
- arrêté municipal du 15 septembre 2015 prescrivant l'enquête publique.

D – Le registre d'enquête coté et paraphé par le commissaire enquêteur.

E – Extraits du code de l'environnement

Il s'agit de la reproduction des articles L123-1 à L123-19 et R123-1 à R123-27 relatifs à l'enquête publique.

Une note de présentation non technique figurait également au dossier.

Je considère que l'ensemble de ce dossier était suffisamment complet et explicite.

3 - L'analyse des observations et des éléments de réponse du maître d'ouvrage.

Peu d'observations ont été recueillies pendant l'enquête et le Maire de Niort a répondu favorablement à la plupart d'entre elles, en particulier à mes demandes de prise en compte de modifications dans la rédaction du règlement.

Dans le cadre de la ZPPAUP, le patrimoine urbain et bâti de Niort avait été pris en compte en ciblant notamment :

- la qualité de son centre historique ancien,
- la silhouette de ses quais le long de la Sèvre,
- les grands ensembles paysagers de la vallée de la Sèvre, de la vallée du Lambon, de la vallée de Surimeau et de la vallée de Torfou.

Avec la création d'une AVAP, la municipalité souhaite intégrer :

- les notions de développement durable,
- une meilleure prise en compte de l'environnement,
- une extension du périmètre de la ZPPAUP pour une meilleure prise en compte du patrimoine,
- une intégration du patrimoine industriel.

Les réflexions menées ont permis de dégager des objectifs en matière de protection, de restauration du bâti, de la mise en valeur des espaces et de mise en œuvre des dispositifs de production d'énergie renouvelable et d'économie d'énergie dans le respect des objectifs de développement durable et de protection patrimoniale.

La majorité des personnes publiques associées est favorable au projet.

En particulier les membres de la commission régionale du patrimoine et des sites ont émis un avis favorable à l'unanimité, au projet de révision de la ZPPAUP et de création de l'AVAP de Niort. Ils ont souligné l'important travail de concertation qui a été mené entre les élus, la population et les services de l'Etat au travers notamment de réunions de la CLAVAP (commission locale de l'AVAP).

o

o

o

En conclusion, compte-tenu de mes constatations sur la légalité de l'enquête et son organisation, sur le contenu suffisamment étayé du dossier présenté à l'enquête, et sur l'analyse des observations et des éléments de réponse du Maire de la commune, je considère qu'il n'y a pas d'obstacle juridique à la validation du projet dont il s'agit.

Sur le fond, j'ai noté qu'avec la création d'une AVAP, seront intégrées les notions de développement durable, ainsi qu'une meilleure prise en compte à la fois de l'environnement et du patrimoine, avec une intégration du patrimoine industriel.

Aussi, j'émet un **AVIS FAVORABLE** au projet de révision de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), et de création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), sur la commune de Niort.

Fait à Saint-Symphorien, le 16 décembre 2015

Le commissaire enquêteur,



Yves ARNEAULT